

Article 31 du Règlement

Ces gens-là malgré la difficulté, vu qu'ils n'ont pas pu se faire entendre face aux députés conservateurs aux environs de ma circonscription, sont venus devant les caméras de télévision dire au premier ministre: Savez-vous ce qu'on fait avec nos chèques d'allocations familiales tous les mois? C'est ce qui nous permet de boucler notre budget au milieu du mois pour acheter de la nourriture. Savez-vous, M. Mulroney, ce qu'on fait avec le chèque d'allocations familiales? C'est pour acheter des bottes ou des souliers d'hiver pour nos enfants. C'est pour payer les effets scolaires.

Et ce même gouvernement, ce même premier ministre voudrait qu'on donne un chèque en blanc aux épargnants, aux déposants de cette institution bancaire pour les comptes au-dessus de \$60,000.

Et le gouvernement, ce premier ministre ne veut même pas donner la liste de noms de ces personnes qui vont prendre de l'argent dans les poches des contribuables de ma circonscription, dans les poches des contribuables de la circonscription de Valleyfield, dans les poches des contribuables de la circonscription de Lévis, pour donner à ces gens-là, quand on ne sait même pas qui ils sont. Pour quelle raison les contribuables devraient payer, rembourser pour l'erreur faite . . .

M. Fontaine: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre! L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) invoque le Règlement.

M. Fontaine: Monsieur le Président, je me référais à l'article 39; on pense que le député ne parle pas du tout du sujet. On appelle cela «digression et répétition». Alors, je tiens à soulever cela, monsieur le Président.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): J'ai pris note des observations du député. Je sais qu'il va parler très bientôt des difficultés financières de la Norbanque.

[Français]

L'honorable député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) sur un rappel au Règlement.

M. Gauthier: Oui, c'est un rappel au Règlement, monsieur le Président.

Si le député en question pouvait continuer à lire le commentaire de Beauchesne, cinquième édition, il verrait que c'est écrit «pertinence» et que le doute peut être accordé au député qui parle, et dans ce cas-ci je pense que le député s'adresse sur le sujet en question.

● (2340)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je remercie le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) de me l'avoir signalé.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, les propos du député de Lévis (M. Fontaine) démontre l'ignorance et l'incompétence

de cette équipe progressiste conservatrice. Monsieur le Président, ce minime individu vient de démontrer qu'il ne savait pas que cela va coûter un milliard aux contribuables canadiens pour réparer l'erreur de son premier ministre—le sien pas le mien—pour donner de l'argent aux gens qui ont \$60,000 et plus, il ne sait pas cela. Le député de Lévis n'est pas au courant de cela, c'est un scandale!

Monsieur le Président, qu'est-ce qu'on aurait pu faire avec ce milliard-là? Qu'est-ce que les contribuables auraient pu se payer? Parce qu'on ne parle plus du déficit, monsieur le Président. Il n'y a plus personne qui va nous faire «brailler» avec le déficit à Brian, parce qu'on se rappellera le gaspillage de \$56 millions pour changer la couleur des uniformes, on se rappellera le «party» avec le président des États-Unis. C'est fini cette petite romance-là, c'est un petit «show» qui a assez duré.

Quand on pense au surplus de personnel dans les bureaux de ministres, on voit ce que cela donne avec tous les scandales. Il y a trop d'employés là-dedans, il n'y a plus personne qui sait qui «run». Monsieur le Président, comment nous autres, de l'opposition, avec tous les scandales que l'on voit, la démission de ministres qui, que voulez-vous, il faudrait qu'ils les répartissent à chaque semaine parce qu'on manque de temps pour en parler, les journaux n'ont pas assez de pages pour parler des scandales qu'a faits ce gouvernement-là. Comment voulez-vous que l'opposition . . . nous des députés responsables, non incompetents, que nous donnions un chèque en blanc à la ministre d'État (Finances), puis dire: donne cela, un milliard, ce n'est pas grave, on va le donner, on ne sait pas c'est qui.

Monsieur le Président, moi je suis un travailleur d'usine, je suis membre d'un syndicat, je paye encore mon fonds de pension à une entreprise. J'aimerais bien savoir de quel groupe il s'agit quand on me dit que ce sont de petits fonds de pension. J'aimerais bien connaître l'administrateur de mon fonds de pension s'il a joué aux courses avec mon argent en investissant dans une banque qui n'était pas trop sûre, monsieur le Président. Parce que l'administrateur va avoir des comptes à rendre, parce que tous ces gens-là étaient au courant que toutes les sommes d'argent au-dessus de \$60,000 n'étaient pas assurées. Ces gens-là ont pris l'argent des petits contribuables, des épargnants et ils ont été à Las Vegas jouer, ils ont été aux courses et ils ont gagé sur le nez, et là ils vont perdre, et là sans que l'on connaisse ces petits administrateurs-là, incompetents eux aussi, sans que l'on connaisse ces gens-là, le gouvernement progressiste conservateur voudrait signer un chèque, un milliard, on vous donne cela, personne ne va savoir c'est qui.

Monsieur le Président, il est inacceptable que des députés, des gens supposés être responsables demandent de faire une telle chose alors que, au même moment, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), le ministre de l'injustice sociale, le premier dans l'histoire du Canada, de ce gouvernement, met une motion de clôture pour couper \$55 millions, ce n'est pas un milliard, 55 millions.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre! Pour les allocations familiales.